

Ensemble pour le logement social !

La situation du logement social devient catastrophique, pour les locataires, les salariés, les bailleurs sociaux.

La CGT a décidé de s'engager auprès du collectif « Vive l'APL » qui regroupe 60 organisations associatives, syndicales, de défense de consommateurs, de bailleurs sociaux... pour défendre le droit au logement social.

6,5 millions de locataires vont perdre 5 € dès octobre... Et ce n'est qu'un début car en 2018, le gouvernement compte retirer 60 € de plus à chaque locataire HLM qui perçoit l'APL en faisant reporter la compensation sur les organismes HLM.

Faisant ainsi, le gouvernement menace le bon entretien des logements, la réhabilitation thermique, la production de nouveaux HLM, l'encadrement humain et les missions sociales des HLM.

Le projet de loi de finances 2018 et la nouvelle loi logement en gestation sans réelle concertation, à ce jour, prévoient :

- 1,7 milliards de suppression de crédits pour l'APL,
- La suppression de l'APL pour les accédants à la propriété mettant à mal l'accession sociale,
- La création d'un nouveau bail de très courte durée pendant la précarisation des salariés et des étudiants induite par la loi « travail » XXL,
- la « mobilité » imposée pour les résidents du parc HLM.

Alors que le droit à un toit est un droit essentiel à tous, le budget du ministère de la cohésion des territoires, qui contient principalement le budget dédié au logement (dont 82% est consacré à l'accès au logement, soit 13.556 milliards), figure parmi les plus importantes baisses pour 2018.

Pour se défausser de tout effort budgétaire en faveur du logement social, le gouvernement veut imposer à ACTION LOGEMENT (ex 1 % logement), dans le cadre de la future convention quinquennale, le rachat du patrimoine HLM mis en vente par les organismes afin que ces derniers disposent de ressources compensatrices à la baisse des APL.

Autant de ressources en moins également pour Action Logement qui devra gérer des parcs immobiliers qui, pour beaucoup, ne trouvent pas preneur en raison de leur vétusté ou de leur inadéquation aux besoins locaux. Ce seront autant de moyens de constructions et d'actions en moins en direction des salariés.

Alors que Macron fait les poches du logement social et des locataires les plus modestes, le budget de l'Etat 2018 prévoit 7 milliards de cadeaux au titre de l'allègement de l'ISF et de la réforme de la taxation des revenus mobilier qui ne bénéficieraient qu'à une poignée de foyers les plus riches !

Trop, c'est trop !

La CGT appelle ses syndicats et les salariés à prendre part samedi 14 octobre aux manifestations qui seront organisées par le mouvement « Vive l'APL » sur l'ensemble du territoire.

Montreuil, le 9 octobre 2017